

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 16/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ENTREPOTS CONSORTS MINGUEZ**

Rue Baboeuf ZI du Capiscol  
34420 Villeneuve-Lès-Béziers

Références : UD34/H4/SM/2026-029  
Code AIOT : 0006601332

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement ENTREPOTS CONSORTS MINGUEZ implanté Rue Baboeuf, ZI du Capiscol 34420 Villeneuve-lès-Béziers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre de deux actions régionales. L'une porte sur des évolutions réglementaires apportées dans le cadre du plan d'action gouvernemental pris à la suite de l'accident industriel survenu à Rouen en 2019 (réalisation de premiers prélèvements environnementaux). L'autre action, pluriannuelle, concerne les plans d'opération interne [POI]. Dans le cadre du plan d'action dit « post-Rouen », la réglementation prévoit, désormais, de faire figurer dans le POI, pour les établissements Seveso, ou dans le plan de défense incendie (PDI), pour les entrepôts relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique n° 1510 de la nomenclature ICPE, les dispositions permettant de mener des premiers prélèvements environnementaux en cas de

sinistre. Cette évolution vise à mieux anticiper une situation accidentelle.

Le POI est un document opérationnel d'aide à la décision qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de sinistre survenant sur son site. Il est obligatoire pour les sites Seveso.

Le plan de défense incendie (PDI) est, quant-à-lui, un document opérationnel qui formalise la stratégie de lutte contre l'incendie d'un exploitant.

Les POI et PDI doivent être testés régulièrement par les exploitants, au travers d'exercices de mise en situation.

Les deux actions régionales ont pour objectif de :

- 1<sup>ers</sup> prélèvements environnementaux : vérifier que les exploitants des sites relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique n° 1510 ont mis en place, au travers de leur POI (Seveso) ou de leur PDI (entrepôts), une organisation permettant de mener des premiers prélèvements environnementaux dès la phase d'urgence, en cas de sinistre. Elle prolonge une action nationale réalisée en 2025 sur cette thématique ;
- POI : tester, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées, la réactivité des exploitants, leur maîtrise des procédures d'urgence et confirmer le caractère opérationnel de leur POI. L'objectif de cette action est de contrôler tous les sites Seveso Haut de la région Occitanie, en 4 ans, sur la période 2023-2026. Depuis 2024, des contrôles similaires sont menés auprès de sites Seveso seuil Bas et ceux à autorisation disposant de POI.

Dans le cas présent, le site Entrepôts Consorts Minguez (ECM) est répertorié comme, d'une part, relevant du statut Seveso seuil haut et d'autre part, comportant des installations à déclaration selon la rubrique n° 1510 de la nomenclature ICPE. C'est au titre de son statut Seveso qu'il est soumis aux exigences sur les 1<sup>er</sup> prélèvements environnementaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENTREPOTS CONSORTS MINGUEZ
- Rue Baboeuf, ZI du Capiscol 34420 Villeneuve-lès-Béziers
- Code AIOT : 0006601332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ENTREPOTS CONSORTS MINGUEZ (ECM) est autorisée à exploiter un entrepôt de stockage (principalement de produits phytosanitaires) dans la zone industrielle du Capiscol à Villeneuve-lès-Béziers.

Le site relève du régime de l'autorisation et du statut Seveso seuil haut. Son fonctionnement est autorisé par arrêté préfectoral du 06 mars 1996, modifié et complété les 13 septembre 2005 et 4 décembre 2007.

## Thèmes de l'inspection :

- AR - 11
- AR - 13
- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande d'action corrective	15 jours
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Plan de défense incendie - Contenu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Demande d'action corrective	3 mois
9	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
10	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
11	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
12	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
13	Situations d'urgence et	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 jour

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	moyens d'intervention			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que le site dispose d'un plan d'opération interne (POI) mis à jour très récemment. Le POI comporte, en annexe, un plan de défense incendie (PDI). Des exercices de mise en oeuvre des procédures d'urgence, définies dans le POI, sont réalisés par l'exploitant ; le dernier date de fin 2025.

L'exploitant a également réfléchi à une organisation pour mener des 1ers prélèvements environnementaux en cas de sinistre. Les dispositions envisagées sont insérées dans un volet du PDI. Toutefois, certaines des orientations retenues par la société Entrepôts Consorts Minguez ne permettent pas de répondre aux exigences réglementaires : recherche d'une seule substance et extrapolation des mesures aux autres produits de décomposition susceptibles d'être émis, périmètre d'investigations réduit à celui du plan de prévention des risques technologiques approuvé en 2013 (soit 100 mètres), recours au SDIS pour la réalisation des 1ers prélèvements, ou recours à un laboratoire extérieur sans contractualisation.

A l'issue du contrôle, l'inspection a donc demandé à l'exploitant, de revoir :

- sa stratégie de prélèvements, de la compléter, et de justifier de certains choix faits (scénarios d'incendie, substances à rechercher et milieux retenus) ;
- les orientations prises en ce qui concerne les personnels qui pourraient être amenés à effectuer les prélèvements, et les équipements associés. Sur ce point, il a été rappelé à l'exploitant la possibilité offerte par la réglementation de mutualiser avec les établissements Seveso Seuil Haut situés dans son environnement.

Lors du test inopiné du POI, réalisé en heures ouvrées, les consignes mises en oeuvre ont permis à l'exploitant de déployer rapidement des premiers moyens d'intervention pour tenter de circonscrire le sinistre simulé et d'alerter les services d'incendie et de secours, des riverains sous les vents dominants, les services de la DREAL et de la préfecture.

Des difficultés ou des axes d'amélioration ont, cependant, été relevés (incohérences ou données à mettre à jour dans le POI et le PDI, outils de gestion de crise définies dans le POI et le PDI, telles que les fiches réflexes, à mieux exploiter, remontée d'informations à la directrice des opérations de secours (DOI) à renforcer par la réalisation de points de situation, informations sur le sinistre communiquées aux services extérieurs à préciser davantage). Il est donc attendu de l'exploitant de

prendre en compte ces remarques pour la mise à jour de son POI et lors de ses prochains exercices. L'inspection a également relevé le fait que la bonne mise en œuvre des différentes missions définies dans le POI repose sur peu de personnel, sans que des dispositions ne soient mises en place pour gérer les périodes d'absence (telles que planning d'absence). La société Entrepôts Consorts Minguez doit, par conséquent, réfléchir à une organisation permettant de gérer les intérim des personnels pouvant assurer des missions du POI.

L'exercice a également conduit à soulever une interrogation sur les possibilités, pour la DOI, d'accomplir correctement ses missions, dans un cas de figure : incendie impactant le PC de crise du site et absence de la DOI de ses locaux déportés. Dans cette situation, l'état des matières stockées servant à la gestion de crise pourrait, en outre, ne pas être disponible. L'exploitant a donc été invité à examiner les alternatives pouvant être mises en place pour gérer ces situations.

Enfin, il a aussi été demandé à l'exploitant de mettre en place un état des matières stockées servant à la bonne information du public en cas de sinistre.

En conclusion de cette visite, l'inspection a relevé 12 faits avec suites pour lesquels des justificatifs sont attendus ou des actions correctives peuvent rapidement être réalisées par l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  Le POI du site, mis à jour le 02 janvier 2026, a été transmis à l'inspection en début d'année. Il comporte en annexe le plan de défense incendie [PDI] du site. <b>De l'examen, par sondage, de ces documents, et au regard des précisions apportées lors de la visite, il ressort que le POI mis à jour comporte quelques erreurs ou inexactitudes. Le détail des incohérences est donné en annexe confidentielle du présent rapport.</b> Lors de la visite, l'exploitant a indiqué disposer d'une version du POI sur support papier, consultable en divers lieux. <b>Les versions sur support papier, présentées lors de la visite, datent de 2021 et ne correspondent donc pas à la dernière mise à jour.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> <li>rectifiera les erreurs et inexactitudes relevées dans le POI. L'inspection a relevé ces erreurs, sans pour autant assurer l'exhaustivité de ces dernières, et invite l'exploitant à avoir une lecture attentive sur les documents ;</li> <li>veillera à ce que la version du POI sur support papier soit aussi à jour.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

**N° 2 : Réalisation d'exercice POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R. 515-100

**Thème(s) :** Actions régionales, Respect des fréquences réglementaires

**Prescription contrôlée :**

Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

**Constats :**

Par courriel du 14 janvier 2026, l'exploitant a transmis le compte-rendu du dernier exercice POI, réalisé le 28 novembre 2025.

Le compte-rendu comporte un chapitre consacré aux remarques formulées à chaud, aux enseignements tirés de l'exercice et aux axes d'améliorations identifiés par l'exploitant pour renforcer la prévention des risques associés au scénario d'accident testé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions régionales, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

**Constats :**

Pour les 1<sup>ers</sup> prélèvements environnementaux, le POI renvoie au volet sur ce thème du plan de défense incendie [PDI] (cf. page 3). Ce volet prend en référence l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Concernant les substances à rechercher dans les phases d'urgence et de suivi immédiat, ce volet du PDI comporte une première partie très générique (cf. pages 14 à 29) portant sur les matrices «

air », « eaux d'extinction », « suies », et « sols ». Cette partie indique que les substances à analyser sont toutes les substances chimiques susceptibles d'être relarguées par les matériaux incendiés, et liste les produits suivants :

- Air (cf. page 15) :
  - Fraction gazeuse : les COV dont BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, hexane), composés soufrés, les acides minéraux, les gaz ;
  - Fraction particulaire : composés persistants tels que métaux, HAP, PCDD, DF

- Eaux d'extinction incendie (cf. page 17) :

Toutes les substances chimiques susceptibles d'être relarguées par les matériaux incendiés y compris les produits type émulseurs utilisés dans la lutte contre l'incendie, sont à analyser.

- Suies (cf. page 19) :

Composants persistants des fumées (métaux, HAP, dioxines, autres : polybromodiphényléthers [PBDE],...)

- Sols :
  - En cas de dépôts atmosphériques : composés persistants tels que métaux, HAP, PCDD/DF ;
  - En cas d'infiltration des eaux d'extinction : toutes les substances chimiques susceptibles d'être relarguées par les matériaux incendiés (Composés Organo-Halogénés Volatils [COHV] inclus).

Une 2ème partie du volet du PDI (à partir de la page 30), précise les substances à rechercher, au regard, cette fois-ci, des produits réellement entreposés. Il s'agit, en l'occurrence, de produits dits agro-chimiques (insecticides, fongicides, herbicides,...). La composition des fumées est donnée par scénario d'incendie issu de l'étude de dangers du site.

A l'issue de ce recensement, pour les substances à rechercher l'exploitant retient le principe suivant : les oxydes de carbone, étant en valeur les plus représentatifs, servent de base pour quantifier en proportion toutes les autres substances par extrapolation.

**L'ensemble de ces éléments appelle les observations suivantes de la part de l'inspection :**

- la liste des incendies retenus dans le PDI (cf. page 41) diffère de celle présentée dans l'étude de dangers (cf. page 98) ;
- le feu de nappe de gazole fait partie des phénomènes dangereux dont les conséquences sont modélisées dans l'étude de dangers (cf. page 105). Mais, il n'a pas été pris en compte dans le PDI pour définir la stratégie sur les 1<sup>ers</sup> prélèvements. Aucun élément n'est présenté pour justifier son exclusion ;
- dans l'étude de dangers, l'exploitant indique s'être appuyé sur le rapport Omega 16 de l'INERIS relatif au recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie. Pour les produits phytosanitaires, ce rapport précise que les PCDD/DF peuvent être émises en quantités importantes. Mais, elles n'ont pas été retenues dans l'étude de dangers et donc dans le PDI. D'autres substances associées aux produits phytosanitaires, mais émises en quantités moindres, sont aussi mentionnées dans le rapport Omega, mais, elles ne sont pas retenues dans l'étude de dangers et donc dans le PDI (COV totaux, HAP, PBDD, suies, particules).



L'inspection note, à titre de comparaison, que sur un des sites Seveso Haut de la région Occitanie, stockant également des produits phytosanitaires, les composés exclus par Entrepôts Consorts Minguez ont, eux, été retenus dans la liste des substances à rechercher. L'exploitant doit justifier que ces produits ne peuvent pas être émis, ou, à défaut, les intégrer ;

- les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, matériaux de construction des bâtiments,...) ne sont pas examinées, ce qui ne répond pas aux exigences découlant de l'application de l'annexe III (I-2c-iii) de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 précité. L'inspection note que lors de la visite, objet du présent rapport, l'exploitant a précisé que le site a été construit dans les années 1990 et est dépourvu d'amiante ;
- le principe retenu par l'exploitant de ne mesurer, par prélèvements, que les oxydes de carbone et, pour les autres polluants, de procéder par extrapolation sur la base de ces mesures, ne permet pas de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. En effet, les obligations visent à apporter des premières indications sur la signature chimique des émissions, dès la phase d'urgence, à partir de prélèvements réalisés dans les différents milieux, et non sur la base d'extrapolation.
- pour les matrices « air », « eaux d'extinction », « suie », et « sols », la 2ème partie du volet du PDI ne liste pas les polluants à rechercher. Les substances à rechercher sont à préciser pour ces matrices. Cette partie du PDI doit être complétée pour ces matrices.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La stratégie sur les premiers prélèvements doit être revue, afin de prendre en compte les observations de l'inspection sur le choix des scénarios d'incendie, et des substances à rechercher dans les différentes matrices.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Stratégie de prélèvement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions régionales, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

#### **Constats :**

La 2ème partie du volet du PDI précisant les substances à rechercher au regard des produits réellement entreposés (cf. point de contrôle n° 3) détaille le matériel dont dispose le site pour procéder aux mesures d'oxydes de carbone dans la matrice « air ».

Pour cette matrice, le PDI prévoit de réaliser les prélèvements dans le périmètre enveloppe des effets toxiques à cinétique rapide du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du site, approuvé par arrêté préfectoral du 06 mars 2013, ce qui correspond à une enveloppe de 100 mètres des installations.

Pour la matrice « sols », cette partie du PDI renvoie à une liste non exhaustive de matériel dont dispose un laboratoire externe.

Pour les matrices « eaux d'extinction » et « suies », aucune précision n'est donnée sur les équipements envisagés pour procéder à des 1<sup>ers</sup> prélèvements.

**L'ensemble de ces éléments appellent les observations suivantes de la part de l'inspection :**

- **pour la matrice « air », le périmètre enveloppe d'investigations retenu par l'exploitant ne permet pas de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. En effet, les obligations visent à apporter des premières indications sur la signature chimique des émissions associées, notamment, aux incendies importants. Les incendies importants sont ceux résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation, de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés au L. 511-1 du code de l'environnement. Ces derniers sont constitués, notamment, par la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques,... Des fumées d'incendie peuvent s'avérer être incommodantes pour les populations riveraines, sans qu'elles ne présentent d'effets toxiques aigus à hauteur d'homme. Les intérêts mentionnés au L. 511-1 du code de l'environnement ne sont donc pas seulement ceux susceptibles d'être impactés par des effets aigus toxiques liés aux fumées des produits de décomposition. La localisation des points de prélèvements doit être réexaminée. L'exploitant peut s'appuyer sur le guide professionnel (AFILOG/UFCC et TLF : Association des acteurs de la logistique/Union Française du Commerce Chimique, Fédération de Transport et Logistique de France) relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique (version 1 du 31 octobre 2022), reconnu par le ministère en charge de l'environnement par décision publiée le 22 novembre 2022. Ce guide présente, entre autres, des stratégies de prélèvements en fonction des conditions météorologiques (cf. paragraphe IV du guide).**
- **aucune stratégie de prélèvement n'a été définie pour les matrices « eaux d'extinction » et « suies ». La stratégie sur ces milieux est à définir : équipements et protocoles de prélèvements associés, par substance à rechercher et par milieux.**

Lors de la visite, objet du présent rapport, en réponse à certaines de ces observations, l'exploitant a renvoyé au volet du PDI sur les prélèvements conservatoires.

Sur ce point, l'inspection rappelle que les prélèvements conservatoires ne se substituent pas aux obligations sur les 1ers prélèvements environnementaux. Il s'agit de prélèvements complémentaires aux 1ers prélèvements à réaliser si le préfet le demande, afin de préparer la gestion post-accidentelle de l'accident.

Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de certains équipements dédiés à la réalisation de prélèvements conservatoires, tels que des sacs Tedlar. **En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les équipements permettant notamment les prélèvements d'air tel que des équipements type "pompe".**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La stratégie sur les premiers prélèvements doit être revue, afin de prendre en compte les observations de l'inspection sur le périmètre et les milieux à investiguer en cas d'incendie. Par ailleurs, l'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justifiant que le site est bien doté d'équipements de prélèvements d'air, tel qu'un équipement type "pompe".

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Personnels compétents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions régionales, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

**Constats :**

Selon la 2ème partie du volet du PDI précisant les substances à rechercher au regard des produits réellement entreposés (cf. point de contrôle n° 3), les prélèvements et analyses d'air seront à réaliser par les sapeurs pompiers et celles sur les sols par un prestataire externe.

**S'agissant du laboratoire externe, l'exploitant ne dispose pas de contrat encadrant cette prestation.**

**Par ailleurs, cette partie du PDI appelle les observations suivantes de la part de l'inspection :**

- le principe retenu par l'exploitant de faire reposer la réalisation des 1<sup>ers</sup> prélèvements environnementaux sur les services du SDIS ne répond pas aux exigences de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. L'exploitant doit disposer de personnels de son site formés pour réaliser les 1<sup>ers</sup> prélèvements ou faire appel à un prestataire externe en contractualisant cette mission ;
- l'exploitant peut aussi mutualiser les équipements avec les établissements Seveso haut situés dans son environnement, comme le prévoit l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La stratégie sur les premiers prélèvements doit être revue, afin de prendre en compte les observations de l'inspection sur les personnels pouvant réaliser les 1<sup>ers</sup> prélèvements environnementaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

**Thème(s) :** Actions régionales, Produits de décomposition

**Prescription contrôlée :**

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

- c du 2 du I de l'annexe III : iii) Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles.

En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour

mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

**Constats :**

L'étude de dangers ne comporte pas, à proprement parler, de liste des produits de décomposition. Des éléments sont, néanmoins, donnés dans la partie de l'étude relative à la modélisation des phénomènes dangereux (cf. paragraphes 9.7 à 9.14).

Comme indiqué au point de contrôle n° 3, dans l'étude de dangers, l'exploitant indique s'être appuyé sur le rapport Omega 16 de l'INERIS relatif au recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie.

**Ces éléments appellent les observations suivantes de la part de l'inspection :**

- l'incendie d'un camion de livraison et le feu de nappe de gazole font partie des phénomènes dangereux dont les conséquences sont modélisées dans l'étude de dangers (cf. page 105). Mais, aucun produit de décomposition en cas d'incendie n'est mentionné et aucune justification n'est présentée pour justifier cette absence ;
- dans l'étude de dangers, l'exploitant indique s'être appuyé sur le rapport Omega 16 de l'INERIS relatif au recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie. Pour les produits phytosanitaires, ce rapport précise que les PCDD/DF peuvent être émis en quantités importantes. Mais, les PCDD/DF n'ont pas été retenues dans l'étude de dangers ni dans le PDI. D'autres substances associées aux produits phytosanitaires, mais émises en quantités moindres, sont aussi mentionnées dans le rapport Omega, mais elles ne sont pas retenues dans l'étude de dangers ni dans le PDI (COV totaux, HAP, PBDD, suies, particules) ;
- les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, matériaux de construction des bâtiments,...) ne sont pas examinées, ce qui ne répond pas aux exigences découlant de l'application de l'annexe III (I-2c-iii) de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 précité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La liste des produits de décomposition doit être réexaminée, afin de prendre en compte les observations de l'inspection sur le choix des substances à rechercher.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Plan de défense incendie - Contenu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>[...]</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n° 1, le POI du site, mis à jour le 02 janvier 2026, comporte en annexe le plan de défense incendie [PDI] du site. Le PDI appelle, de la part de l'inspection, les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• organisation de la première intervention et de l'évacuation : sur les plans de masse, il manque les points de rassemblement du personnel ;</li> <li>• modalité d'accueil du SDIS : le plan de défense incendie ne précise pas l'emplacement ni l'entrée où serait réalisé l'accueil du SDIS. Les modalités hors heures ouvrées ne sont pas, non plus, précisées.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le plan de défense incendie sera à compléter par les informations manquantes relevées ci-dessus et les erreurs à rectifier.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 8 : SGS et gestion des situations d'urgence**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération</p>

interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

### **Constats :**

Après avoir rappelé le contexte et les limites de l'exercice (absence de venue réelle des secours extérieurs, rappel de la mention "exercice, exercice, exercice" à indiquer lors de toute alerte effectuée vers l'extérieur, conditions météorologiques réelles), l'inspection a déclenché un exercice POI, dont le scénario n'était pas connu de l'exploitant. Le déroulé de l'exercice a été le suivant :

- 10 h 16 : constat d'un départ de feu au niveau d'un stockage en masse au sol dans l'entrepôt. Pour le scénario testé, il a été considéré que le feu n'avait pas pu être maîtrisé par les moyens de lutte contre l'incendie présents dans la cellule de stockage de l'entrepôt et qu'une des portes coupe-feu ne s'était pas fermée totalement ;
- 10 h 46 : fin de l'exercice suite à la réalisation d'actions visant à maîtriser le départ de feu, et permettant d'alerter les entreprises voisines, de contacter le SDIS, les collectivités (mairies de Béziers et de Villeneuve-lès-Béziers), la préfecture de l'Hérault et la Dreal Occitanie.

Le déroulé détaillé de l'exercice figure en annexe confidentielle du présent rapport. L'exercice inopiné a montré que les consignes mises en œuvre sur le site ont permis à l'exploitant rapidement de tenter de circonscrire le sinistre (utilisation d'extincteur, activation d'un boîtier d'alerte, fermeture des portes coupe-feu) et d'alerter le SDIS, des riverains sous les vents dominants, les services de la DREAL et de la préfecture.

**Les difficultés ou axes d'amélioration suivants ont été relevés, notamment lors du débriefing réalisé avec l'exploitant à l'issue de l'exercice :**

- le POI sur support papier présent lors de l'exercice date de 2021 (cf. point de contrôle n° 1) ;
- la liste des riverains contactés lors de l'exercice paraît être celle issue du PDI hors heures ouvrées qui diffère de celle en heures ouvrées (cf. point de contrôle n° 1) ;
- certains numéros de riverains se sont avérés n'être plus en service ou erronés. Sur ce point, l'exploitant a précisé que les occupants des établissements environnant le site changent très souvent ;
- lors des échanges avec le SDIS, la localisation du départ de feu (numéro de la cellule de l'entrepôt et zone à quai) n'a pas été donnée explicitement. Cette donnée est nécessaire pour mieux évaluer les conséquences potentielles du sinistre. L'activation du POI n'a pas, non plus, été formellement indiquée lors des échanges téléphoniques ;
- les fiches réflexes des missions définies dans le POI et le PDI, et les journaux de bord à renseigner gagneraient à être davantage utilisés. Ceci permettrait à l'exploitant de s'assurer qu'aucune mesure d'urgence n'a été omise. A titre d'exemple, la coupure de l'alimentation électrique a été omise dans les actions simulées par l'exploitant, alors que cette action est prévue dans les fiches réflexes, les personnes présentes sur le site n'ont pas été formellement recensées et la mise en place des premiers prélèvements n'a pas été initiée ;
- le rassemblement du personnel n'a pas été réalisé. Une réflexion doit être menée pour

<p>localiser ce/ces emplacement(s) (cf. constat n°7) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'absence de points de situation réguliers sur l'état et l'évolution de l'accident, entre le COI et le DOI. En effet, toutes les actions entreprises par le COI doivent être retranscrites au DOI, afin de confirmer notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la réalisation de la levée de doute ;</li> <li>- que les mesures de maîtrise des risques (MMR) prévues sont opérationnelles ou défaillantes ;</li> <li>- que l'évacuation du personnel a été réalisée en précisant la localisation des points de rassemblement ;</li> <li>- que les différentes énergies ont été coupées ;</li> <li>- l'évolution de la propagation du feu dans la cellule concernée.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant mettra à jour son POI pour prendre en compte les observations de l'inspection formulées lors de l'exercice inopiné du 27 mars 2026. Il tiendra également compte de ces observations lors de ses prochains exercices POI.</p> <p>S'agissant des riverains sous les vents, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifiera, pour l'ensemble des conditions météorologiques, la cohérence entre les listes de riverains des différents documents (POI, PDI heures ouvrées, PDI hors heures ouvrées) ;</li> <li>• testera l'ensemble des numéros de téléphone des riverains, afin de s'assurer qu'ils sont bien opérationnels, et renouvellera ces vérifications avec une fréquence plus régulière à définir.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 9 : Formation du personnel sur situations d'urgence

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, le co-gérant s'est montré très investi dans la bonne mise en œuvre du POI de son site.</p> <p>L'inspection note l'absence de gestion formalisée des périodes où le co-gérant pourrait être absent (pas de planning d'astreinte par exemple). Ceci pourrait être source de difficultés, en cas de situation d'urgence à gérer, compte tenu du degré d'implication du co-gérant dans le fonctionnement de son établissement.</p>



<p>En outre, les autres représentants du site n'ont pas été complètement à l'aise avec certains des outils utilisés par le co-gérant (par exemple pour rechercher le dernier état des matières stockées enregistré sur l'ordinateur du PC crise).</p> <p>S'agissant de l'état des matières stockées, celui-ci n'a pu être transmis à l'inspection qu'après l'exercice, lorsque la contrôlease de gestion du site a pu avoir accès à son ordinateur situé dans des locaux déportés par rapport au site de Villeneuve-lès-Béziers (cf. point de contrôle n° 11 ci-dessous). L'inspection note l'absence de gestion formalisée des périodes où la contrôlease de gestion pourrait être absente à la fois de ses locaux et du site de Villeneuve-lès-Béziers.</p> <p>Enfin, plus globalement, l'inspection constate que la bonne mise en oeuvre des différentes missions définies dans le POI repose sur peu de personnel (principalement sur le co-gérant et la contrôlease de gestion) (cf. page 98 du POI par exemple), sans que des dispositions ne soient mises en place pour gérer les périodes d'absence.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant de gérer les intérim des personnels pouvant assurer des missions du POI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 10 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le scénario d'incendie, simulé lors de l'exercice POI, est un des scénarios susceptibles d'impacter le PC crise du site.</p> <p>Pour le POI de l'établissement, la mission de directeur des opérations internes est généralement assurée par la contrôlease de gestion du site ; le co-gérant exerçant, quant-à-lui, entre autres, celle de commandant des opérations internes.</p> <p>Les locaux de travail de la co-gérante ne sont pas situés au sein du site Entrepôts Consorts Minguez de Villeneuve-lès-Béziers, mais sur une autre commune des alentours.</p> <p>Pour l'exercice simulé le 27 mars dernier, le scénario n'aurait donc pas impacté les locaux occupés par la DOI. <b>Mais, il s'est avéré que lors de l'exercice, la contrôlease de gestion était présente sur le site de Villeneuve-lès-Béziers. Du fait de cette situation, la DOI aurait donc rencontré des difficultés pour réaliser certaines de ses missions, le PC crise du site s'avérant potentiellement exposé aux risques et donc non utilisable.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une organisation et des mesures à mettre en oeuvre dans</p>

<p>l'éventualité où la contrôleuse de gestion ne serait pas dans ses locaux déportés (car soit dans les bureaux de Villeneuve-lès-Béziers, soit en déplacement, soit absente).</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant passera en revue l'ensemble des actions que doit réaliser la DOI en cas de situation d'urgence, et définira, le cas échéant, des solutions alternatives en cas d'absence de la DOI ou de sa présence sur le site de Villeneuve-lès-Béziers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 11 : État des stocks détaillé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, POI inopiné
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un état des matières stockées a été demandé à l'exploitant lors du test inopiné de mise en oeuvre du POI réalisé le matin de la visite.</p> <p>Le premier état des matières stockées, qui a été présenté à l'inspection, correspondait à celui du 28 février 2026. L'état des matières stockées du 27 mars 2026 n'a pu être présenté que l'après-midi.</p> <p>En effet, l'extraction de l'état des matières stockées du jour n'est pas faisable depuis l'ordinateur du PC crise du site. Elle ne peut être réalisée que depuis l'ordinateur de la contrôleur de gestion</p>

<p>du site, dont les locaux de travail sont sur une autre commune. Lors du déclenchement inopiné du POI, la contrôleur de gestion n'était pas dans ses locaux, mais elle était présente sur le site de Villeneuve-lès-Béziers. Elle n'avait donc pas accès à son ordinateur.</p> <p><b>L'état des matières stockées mis à jour quotidiennement ne s'avère donc pas disponible si la contrôleur de gestion n'a pas accès à son ordinateur.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant examinera les solutions pouvant être mises en place disposer d'un état des matières stockées à jour, y compris lorsque la contrôleur de gestion est en déplacement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 12 : État des stocks synthétique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. [...]</li> <li>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des matières stockées présenté par l'exploitant liste les produits par noms commerciaux, et donne, pour chacun d'entre eux, les rubriques de classement selon la nomenclature ICPE et les mentions de dangers.</p> <p><b>L'exploitant ne dispose pas, en complément de cet état des matières stockées détaillé, d'un état des matières vulgarisé à destination du public.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un état des stocks vulgarisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 13 : Situations d'urgence et moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Masque à cartouche</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que l'exploitant dispose de masques à gaz à cartouches filtrantes, ainsi que d'un stock de cartouches en réserve.</p> <p><b>La date de péremption de la cartouche montée sur le masque présenté à l'inspection lors de la visite, est échue depuis juin 2023</b> (ce qui n'est pas le cas de la cartouche de réserve montrée à l'inspection).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant remplacera la cartouche montée sur le masque, par une cartouche dont la date est valide.</p> <p>L'exploitant vérifiera les dates de péremption des cartouches dont il dispose en réserve et procédera, le cas échéant, à leur remplacement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 jour</p>